

Les conséquences économiques de la pandémie (2ème partie)

Poursuivons notre exploration des conséquences économiques de la Covid-19.

7/ L'année où le télétravail décolla...

Toutes celles et ceux qui défendaient un essor du travail à distance en France ont été servis. Alors que 3% de salariés «télétravaillaient» régulièrement avant la crise, ils ont été entre 25% et 44% à le faire pendant les confinements. En toute logique, entre les deux vagues de l'épidémie, un certain retour à la normale s'est imposé. Selon les chiffres du ministère du Travail, ils n'étaient plus que 10,9% à travailler à distance au moins un jour par semaine en juillet.

Pour autant, la brutalité de cette expérience grandeur nature a exacerbé un certain nombre d'inégalités dont les directions et les salariés ont pu mesurer les conséquences: entre les secteurs d'activité, entre les catégories professionnelles, les télétravailleurs sont à 61% des cadres, entre hommes et femmes.

Non seulement, les salariées occupent des emplois de première et seconde lignes non «télétravaillables» (70%, voire 90% de femmes chez les infirmiers et les aides-soignants ; 82% parmi employés de la distribution...).

Le télétravail contraint a également mis à jour des risques psychosociaux: isolement, management intrusif, conditions de travail, prise en charge des coûts.

Là aussi le gouvernement a bricolé le premier mois: il aurait pu enchaîner dès le 2ème mois par une professionnalisation de ce télétravail avec des dispositions évitant les écueils en prenant partiellement en charge le surcoût pour l'entreprise.

8/ Le coup de blues de la jeunesse

La crise sanitaire a pesé sur le moral des Français. Surtout les jeunes.

Durant le premier confinement, la prévalence des syndromes dépressifs a doublé chez les 15-24 ans. Dans cette tranche, un quart des femmes disaient avoir rencontré divers symptômes de la dépression, de n'avoir plus ressenti d'intérêt ou de plaisir à faire les choses, d'avoir été tristes, déprimées ou désespérées.

Entre la fermeture des établissements scolaires et universitaires, la réduction drastique des contacts sociaux, l'impossibilité de voyager et la conjoncture économique qui assombrit les perspectives, le monde s'est singulièrement rétréci pour ceux qui ont l'âge où tout devrait être possible.

Une démoralisation dont la portée ne semble pas avoir été vue par le gouvernement, comme l'a révélée l'absence de réponse probante au mal-être manifesté à cor et à cri par des étudiants souvent appauvris et coupés de toute vie sociale.

Ne généralisons pas: tout dépend des revenus du foyer, de l'âge et du domicile.

Aménager les salles de classe avec des panneaux transparents évitait le contact entre les élèves, avec présence de la moitié des enfants en présentiel et l'autre moitié en «distanciel», ce qui aurait soulagé les parents.

Plutôt que d'interdire aux gens de se déplacer, on aurait dû les inciter à aller se mettre au vert. Avec les associations, l'Etat aurait pu faire le choix, au lieu de payer pour rien des forfaits à des hôtels vides, d'offrir aux gens des cités, disposés à bouger, d'aller dans ces hôtels.

La fermeture des stations de ski a été une rare stupidité. Il suffisait, pour les exploitants, d'avoir à mettre des écrans et pratiquer la demi-charge. Idem dans les restaurants : on peut très bien faire deux services à demi-charge, mettre des écrans, ventiler. On peut laisser les bars ouverts avec des écrans et de la ventilation

Enfin il y a le cas des jeunes adultes, étudiants, travailleurs isolés, de moins de 25 ans. La première chose à faire aurait dû être l'octroi général du RSA (en le rendant imposable pour tous et notamment ceux fiscalement à charge de leurs parents). Le CROUS aurait veillé que chaque étudiant ait les moyens matériels de poursuivre ses études. Cela aurait tout changé pour les bénéficiaires. Des sessions en «présentiel» avec salles de cours munies d'écrans plastiques, auraient évité l'isolement.

9/ Emissions de CO₂: embellie de courte durée

On efface tout et on recommence? Effet direct de la récession liée aux mesures Covid-19, les émissions globales de CO₂ ont reculé de 5,8% en 2020, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais depuis la reprise de l'activité, elles retrouvent leur rythme insoutenable d'avant-crise, à savoir une croissance rapide dans les pays émergents et une décline trop lente dans les pays riches. Résultat, la hausse se poursuit. Selon les données produites par l'Agence internationale de l'énergie, les émissions globales ont déjà dépassé dès décembre 2020 leur niveau de décembre 2019, de 2%. Il pouvait difficilement en aller autrement: la pandémie ne va pas transformer les voitures à essence en véhicules électriques et les passoires thermiques en maisons bien isolées. Les politiques publiques restent trop timorées. Par exemple, une occasion ratée, celle d'imposer le covoiturage en rémunérant ceux qui le pratiquent (rémunération imposable), avec aménagement des voitures avec des écrans comme les taxis. Une fois habitués, nous aurions continué. Pour les transports en commun, aménagements nécessaires pour éviter la contagion, comme dans les usines. Cette mesure aurait diminué de 30% le coût du transport des voyageurs, ce qui nous amène au point suivant.

10/ Le yo-yo du pétrole

Dès l'apparition du coronavirus en Chine, les pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP se sont disputés. Depuis plusieurs années déjà, ils avaient limité ensemble leur production pour maintenir les cours. Inquiète face à la pandémie, l'Arabie Saoudite voulait la diminuer encore davantage. Pas convaincue, la Russie s'y est opposée début mars, estimant qu'avec leurs pétroles de schiste, les Etats-Unis, non-membres de l'alliance, tireraient profit des coupes de l'OPEP. Du coup, l'Arabie Saoudite a inondé le marché.

Cette annonce fit dégringoler les cours qui ont atteint 18 dollars en avril, contre plus du triple en janvier. Dans l'urgence, l'OPEP s'est rabibochée: des limitations de la production ont été confirmées à plusieurs reprises dans le courant de l'année.

Depuis, les cours ont retrouvé des couleurs: 40 dollars durant le second semestre, 54 dollars le baril en janvier, 62 en février. Mais les producteurs ont l'œil rivé sur l'épidémie et les vaccins d'une part, sur leurs comptes publics amputés par les réductions de production d'autre part. Aux Etats-Unis, le secteur est sur la sellette.

11/ L'e-commerce rafle la mise

Le commerce en ligne a battu des records. Une partie des magasins fermés, des déplacements empêchés... Tout a poussé les consommateurs à faire leurs emplettes en ligne. Ainsi, les achats de biens et de services ont atteint en 2020 quelque 112 milliards d'euros, soit 9 % de plus que l'année précédente. Les achats des seuls produits en ligne ont augmenté de 37% en 2020, alors qu'ils ont reculé de 10% au niveau global (ligne et physique confondus).

Le commerce en ligne représente dorénavant 13% du commerce total, hors alimentaire. Le grand gagnant est Amazon. L'entreprise pèse 22% de l'e-commerce en France. Trois fois plus que son premier concurrent Cdiscount.

Cette transformation n'est pas sans conséquences sociales ou environnementales, car les livraisons se font principalement à domicile. Par ailleurs, la stratégie d'Amazon de frais de livraison gratuits pousse les consommateurs à ne plus regrouper leurs achats. Camionnettes et cartons vont se multiplier.

La pandémie a favorisé le «clic and collect», bien que l'Etat ait eu là encore un énorme retard à l'allumage et ne soit pas capable de favoriser les acteurs français de l'e-commerce: imposer des règles aux hypermarchés avec fonctionnement uniquement en drive; imposer aux petits commerces une «jauge» protectrice, les incitant à prendre des commandes par téléphone et servir à la porte.

12/ La culture souffre toujours

Fermeture des lieux d'accueil, restrictions des ventes, arrêt des tournages...Le chiffre d'affaires des industries culturelles et créatives en Europe s'est effondré de 199 milliards d'euros par rapport à 2019 pour atteindre 444 milliards d'euros. Chute de 31% du CA, le secteur fait partie des plus affectés en Europe, devant le tourisme et l'automobile dont les revenus ont chuté respectivement de 27% et 25%.

Le spectacle vivant et la musique sont les plus touchés. Le cinéma, -75%. Seuls les jeux vidéo tiennent bon avec une croissance de 9 %. Ces industries ont plus de 7,5 millions d'employés, dont un tiers d'indépendants.

Les pays les plus touchés sont ceux d'Europe de l'Est où les professionnels n'ont pas bénéficié des mêmes aides qu'en France.

La culture est le plus gros raté de Macron. Même si une fermeture de 2 mois pouvait s'envisager au début, il aurait fallu vite rouvrir les spectacles assis, en démontant une rangée de sièges sur 2 et en mettant des écrans plastiques mobiles.

Ainsi les conséquences économiques des confinements ont été et seront sans doute plus redoutables que leurs conséquences sanitaires ou démographiques.

Travail collectif d'AID: aid97400.re

Tiré en partie d'Alternatives Economiques